



Groupe
TAPURA
HUIRAATIRA



Question orale

(Séance du jeudi 23 avril 2026)

SECRETARIAT GÉNÉRAL DE L'ASSEMBLÉE
DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Le 21 AVR 2026

3369 9.10

Adressée à Monsieur Moetai BROTHERSON,
Président de la Polynésie française, en charge du tourisme, des transports aériens, de
l'égalité des territoires, des affaires internationales, de l'économie numérique et des
conséquences des essais nucléaires

Objet : Réforme du RNS : maintien ou retrait ?

Monsieur le Président,

Votre réforme du régime des non-salariés devait être sociale, elle est devenue brutale.
Elle devait protéger, elle pénalise.
Elle devait simplifier, elle plonge le pays dans la confusion.

Aujourd'hui, sur le terrain, ce que vivent les Polynésiens est inacceptable :

Des retraités convoqués à tort, des travailleurs modestes contraints de cotiser sans réels
revenus, des dossiers non traités, une CPS débordée et une administration dépassée.

Ce que vous appelez une réforme ressemble de plus en plus à un impôt déguisé,
incompréhensible et injuste, qui frappe d'abord les plus fragiles et décourage ceux qui
travaillent.

Vous avez voulu aller vite. Vous avez refusé d'écouter. Aujourd'hui, vous avez perdu la
confiance... et votre majorité.

Et pourtant, vous persistez.

Alors que la Confédération des petites et moyennes entreprises a exprimé son opposition à la
réforme du RNS ;

Alors que les experts comptables sont eux aussi opposés à l'application de ce texte ;

Alors que le groupe Tavini Huiraaatira a, par la voix du Président de l'assemblée de la Polynésie française, au cours de la séance d'ouverture de la session administrative, sous-entendu son opposition à la réforme du RNS ;

Alors qu'une élue non inscrite a déposé il y a quelques jours une proposition de loi du pays demandant la suspension de cette réforme ;

Et alors que le Tapura Huiraaatira a déposé lui aussi, en début de semaine, une proposition de loi du Pays visant à la suspension temporaire de cette réforme,

Le gouvernement et sa désormais minorité comptent-ils camper sur leur position et maintenir cette réforme mal ficelé, injuste et antisociale ou alors se plier à la volonté de la majorité de notre assemblée et suspendre voire abroger ce texte tant décrié ?

Je vous remercie de votre attention.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Pascal HAITI-FLOSSE', with a large, sweeping flourish underneath.

Pascal HAITI-FLOSSE